ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 25 juin 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au classement des véhicules en catégories, au permis de conduire, aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire et aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur", a donné le 25 septembre 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 25e juni 1984 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de indeling van de voertuigen in categorieën, het rijbewijs, de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht tot sturen en de voorwaarden voor erkenning van de scholen voor het besturen van motorvoertuigen", heeft de 25e september 1984 het volgend advies gegeven :

OBJET DE L'ARRETE EN PROJET.

L'arrêté royal en projet rassemble en un texte unique les dispositions réglementaires relatives :

1. au classement des véhicules en catégories (arrêté royal du 3 mai 1965);

2. au permis de conduire (arrêté royal du 1er février 1977, modifié à de nombreuses reprises);

3. aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit (arrêté royal du 4 mai 1965, modifié à plusieurs reprises);

4. aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules automoteurs (arrêté royal du 17 avril 1968, modifié à plusieurs reprises).

Dans la très grande majorité de ses articles, le projet se borne à recopier les dispositions actuellement en vigueur.

En ses dispositions nouvelles, le projet introduit en droit interne les dispositions de la Directive du 4 décembre 1980 du Conseil des Communautés européennes relative à l'instauration d'un permis de conduire communautaire (J.O. L. 375/1, du 31 décembre 1980).

../...

La directive détermine le modèle communautaire du permis de conduire, le classement des véhicules en catégories, la validité des permis eu égard aux catégories de véhicules, les conditions de délivrance des permis (examens théorique et pratique, normes médicales), ainsi que les modalités de l'échange des permis délivrés dans les Etats membres de la C.E.E.

Les modifications qu'entraîne la mise en oeuvre de la directive concernent en bref :

1. les catégories de véhicules et les examens à réussir pour obtenir le permis de conduire les véhicules des différentes catégories;

2. la validité des permis en ce qui concerne les véhicules que le permis autorise à conduire;

3. la validité des permis dans le temps, eu égard à l'âge du titulaire et à la catégorie de véhicules pour laquelle le permis a été délivré;

4. les matières et les modalités de l'examen théorique;

5. les épreuves de l'examen pratique;

6. les normes médicales, rendues plus sévères, tant en ce qui concerne la liste des défauts physiques et des affections éliminatoires, qu'en ce qui concerne l'examen médical lui-même qui est désormais adapté à la catégorie de véhicules pour laquelle le permis est validé.

.../...

D'autres modifications sont apportées à la réglementation en vigueur, notamment quant à la création d'un permis spécifique moto, quant aux méthodes d'apprentissage en écoles de conduite ou en filière libre, quant aux dispositions relatives aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire et quant aux dispositions relatives aux écoles de conduite, en raison de la création d'un permis moto.

Le projet prévoit enfin des dispositions transitoires qui concernent surtout l'échange du permis de conduire actuel contre un permis de conduire de modèle communautaire.

+

+ +

OBSERVATIONS PREALABLES.

1. Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, bon nombre de dispositions figurant dans l'arrêté en projet sont la reproduction de dispositions actuellement en vigueur.

D'une manière générale, le présent avis ne portera sur de telles dispositions que dans la mesure où elles s'avéreront liées aux dispositions nouvelles.

.../...

2. Comme d'usage, il conviendrait que l'arrêté en projet soit proposé et contresigné par tous les ministres qui sont chargés de son exécution (article 128).

+

PREAMBULE.

Les normes de droit international étant supérieures aux normes de droit interne,le Conseil d'Etat a déjà suggéré plusieurs fois de viser les normes internationales en premier lieu.

Lorsqu'un texte réglementaire est pris en exécution ou pour l'exécution d'un règlement ou d'une directive de droit communautaire européen, il faut citer et le traité du 25 mars 1957, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, et le règlement ou la directive (Code formulaire de légistique, règle 32 - supplément au Moniteur belge du 2 juin 1982).

L'article 1er de la loi relative à la police de la circulation routière n'a pas été modifié par la loi du 9 juillet 1976.

Une même loi du 1er avril 1954 (Moniteur du 19-20-21 avril) a approuvé les deux actes internationaux visés. Il faut dès lors écrire "approuvés" au pluriel dans le texte français.

.../...

Dans le Journal officiel du 31 décembre 1980, la directive du 4 décembre 1980 (80/1263/CEE) est intitulée "Première directive du Conseil ...".

Il faut dès lors reproduire l'intitulé tel qu'il a été publié.

Compte tenu des observations qui précèdent, le préambule devrait être rédigé de la manière suivante :

"Vu la Convention internationale sur la circulation routière et annexes, signée à Genève le 19 septembre 1949, et l'accord européen complétant la Convention sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière de 1949, signé à Genève le 16 septembre 1950, approuvés par la loi du 1er avril 1954;

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment l'article 189;

Vu la première directive du Conseil des Communautés européennes 80/1263/CEE du 4 décembre 1980 relative à l'instauration d'un permis de conduire communautaire;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1er, l'article 21, modifié par la loi du 9 juillet 1976, l'article 23, modifié par les lois du 9 juillet 1976 et du 29 février 1984, et les articles 24, 26 et 27, modifiés par la loi du 9 juillet 1976;

.../...

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mai 1984;

... (la suite comme au projet)".

DISPOSITIF.

Article 1er.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Pour l'application du présent arrêté, sont assimilés aux véhicules équipés d'une boîte de vitesse automatique, les véhicules à moteur électrique, ainsi que les véhicules équipés d'un embrayage dont le fonctionnement ne requiert pas nécessairement l'intervention du conducteur, notamment les véhicules à boîte de vitesse semi-automatique".

Article 2.

Le texte néerlandais de la phrase introductive du paragraphe 1er devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 3.

Le 2° serait plus clairement rédigé comme suit :

"2° les conducteurs de cyclomoteurs tels que ceux-ci sont définis dans le règlement général sur la police de la circulation routière; cette dispense ne s'applique toutefois pas aux conducteurs de cyclomoteurs, classe B, nés après le 14 février 1961 et répondant aux conditions prévues à l'article 2, §§ 1er et 2".

Au 3°, dans le texte français, les mots "tels que définis" doivent être remplacés par "tels que ceux-ci sont définis".

Dans le texte néerlandais, le mot "omschreven" doit être remplacé par les mots "zoals deze zijn omschreven".

Au 4°, dans le texte néerlandais, il faudrait remplacer sous a) le mot "onderrichter" par le mot "instructeur" et sous b) les mots "bedoeld bij" par "bedoeld in". La même observation vaut pour tous les articles du projet où ces mots sont employés.

Le 11° appelle une observation qui sera faite sous l'article 28, § 5.

.../...

Article 4.

Il conviendrait d'écrire, comme d'usage :

"Article 4.-

Toute personne qui désire obtenir un permis de conduire valable pour les catégories prévues à l'article 1er doit se soumettre à l'apprentissage prévu au présent chapitre.

En sont toutefois dispensés :

... (la suite comme au projet)".

Dans le texte néerlandais, il convient toutefois d'écrire "bedoeld in" au lieu de "bedoeld bij" et de remplacer au 3° le mot "evenwaardig" par "gelijkwaardig". Cette dernière remarque vaut pour tous les articles où ce mot a été utilisé.

Article 7.

Au paragraphe 1er, il y a lieu d'écrire en néerlandais "scholing volgen" au lieu de "scholing doen".

L'alinéa 1er du paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le candidat visé au paragraphe 1er a la faculté de changer de forme d'apprentissage conformément à l'article 6, § 2".

.../...

Il y a une discordance entre les textes néerlandais et français du paragraphe 2 en ce sens que dans les mots "geen tweemaal niet geslaagd" le texte néerlandais comporte une double négation qui ne figure pas dans le texte français.

Dans le même alinéa 2, il convient de remplacer dans le texte néerlandais "moet ... volgen" par "hoeft ... te volgen".

Article 8.

Il serait plus conforme à l'usage d'écrire, à la fin de l'alinéa 2 du paragraphe 8 :

"... de sept heures du soir jusqu'au lendemain à six heures du matin".

La même observation vaut pour l'article 11, § 8, et pour les annexes 2 et 3.

Article 9.

Au I, 2°, les mots "sauf dans le cas visé à l'article 11, § 2", gagneraient à être remplacés par les mots : "sauf le cas de force majeure visé à l'article 11, § 2".

Au III, 2°, dans le texte néerlandais, le mot "afgeleverd" doit être remplacé par "afgegeven". Partout dans le projet, il s'indique de remplacer le mot "afleveren" par "afgeven" et le mot "aflevering" par "afgifte".

.../...

Article 11.

A l'alinéa 6 du paragraphe 2, le mot "prolongation" doit être remplacé par le mot "prorogation" dans le texte français.

Au paragraphe 6, alinéa 2, dans le texte néerlandais, la partie de la phrase "dient teruggegeven" devrait être complétée par les mots "te worden".

Article 14.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 14.-

Nul ne peut obtenir un permis de conduire valable pour la catégorie A1 s'il n'est âgé de seize ans.

Nul ne peut obtenir un permis de conduire valable pour la catégorie A2, A3, B, BE, C ou CE, s'il n'est âgé de dix-huit ans.

Nul ne peut obtenir un permis de conduire valable pour la catégorie D ou DE, s'il n'est âgé de vingt et un ans".

Article 18.

Au paragraphe 1er, l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 doit être cité avec son intitulé, tel qu'il a été modifié par

.../...

la loi du 29 juin 1984. Il faut donc écrire : "... l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars ...".

Dans le texte français du paragraphe 2, il y a lieu de supprimer la virgule après le mot "conducteur".

Article 22.

Au paragraphe 10, alinéa 2, la fin de la phrase serait plus clairement rédigée comme suit en français : "... sont dispensés de suivre l'enseignement théorique dans une école de conduite". Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Au paragraphe 12, alinéa 2, les mots "tel que" doivent être omis du texte français.

Article 25.

Aux paragraphes 2, 3 et 4, il serait plus correct d'écrire, dans le texte français : "Pour être admis à l'examen...".

Article 26.

En ce qui concerne le g) :

Le permis de conduire B permet de conduire un train de véhicules dont la remorque a un poids supérieur à 750 kg, à condition que le poids maximal autorisé du train de véhicules n'excède pas 3.500 kg.

.../...

Le permis BE ne concerne que les trains de véhicules d'un poids supérieur à 3.500 kg.

De l'accord du fonctionnaire délégué, un alinéa 2, rédigé de la manière suivante, doit être inséré sous la lettre g, immédiatement après l'alinéa 1er :

"Si le véhicule tracteur appartient à la catégorie B, le poids maximal autorisé du train de véhicules doit être supérieur à 3.500 kg".

Article 28.

Dans le texte français du paragraphe 3, alinéa 2, les mots "telle que" doivent être remplacés par les mots "telle qu'elle est".

Au paragraphe 5, l'intervention du Centre d'adaptation à la route pour automobilistes handicapés soulève des difficultés.

D'une part, ce centre est un organisme privé sans personnalité juridique.

D'autre part, son agrément et les conditions de celui-ci ne sont prévus ni par le projet ni par aucun autre texte législatif ou réglementaire.

Enfin, la disposition en projet laisse incertain l'objet de l'éventuelle obligation que le Ministre aurait le pouvoir d'imposer. S'agit-il de l'obligation de consulter préalablement le centre et de prendre ses avis ? Ceux-ci s'imposeront-ils au médecin ? La consultation portera-t-elle sur le problème médical que pose le handicapé ou sur l'aménagement technique du véhicule ? Ou sur les deux ?

Les fonctionnaires délégués n'ont pas pu répondre à ces questions. Il est donc impossible au Conseil d'Etat d'exprimer un avis sur le paragraphe 5.

.../...

Article 29.

Selon l'article 23, 3°, de la loi coordonnée relative à la police de la circulation routière, le candidat au permis de conduire doit, notamment, "avoir souscrit une déclaration certifiant qu'il est exempt des défauts physiques et affections déterminés par le Roi. Le Roi peut compléter ou remplacer cette déclaration par l'obligation de se soumettre à un examen médical".

Au a, le projet, qui étend considérablement l'objet de la déclaration, excède le pouvoir que le Roi tient à l'article 23, 3°, précité.

Le projet serait conforme à la loi s'il était rédigé comme suit :

"... s'il présente une déclaration sur l'honneur aux termes de laquelle il atteste qu'à sa connaissance il n'est pas atteint d'un des défauts physiques ou d'une des affections mentionnées dans l'annexe 6".

Article 30.

L'alinéa 1er appelle évidemment la même observation que celle qui vient d'être faite à propos de l'article 29, auquel il fait référence.

Article 31.

Les restitutions dont il est question dans le texte

.../...

français du paragraphe 1er et du paragraphe 2, alinéa 1er, ne sont pas les mêmes. Au paragraphe 1er, c'est le titulaire du permis qui doit rendre celui-ci; au paragraphe 2, c'est l'autorité à qui le permis a été rendu, qui le restitue.

Bien que le projet reproduise l'article 26 de l'arrêté royal du 1er février 1977, il est proposé, pour plus de clarté, d'écrire, en français, dans le paragraphe 1er : "Le permis de conduire remis par son titulaire conformément ...".

Article 42.

La mention "§ 1er" doit être supprimée puisque l'article ne comprend pas de paragraphe 2.

Le dernier alinéa prévoit, en plus des redevances au profit de l'Etat, fixées sous a, une redevance au profit des communes.

L'article 27 de la loi coordonnée dispose comme suit :

> "Le Roi fixe le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou des organismes agréés, pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle et de surveillance résultant de l'application des articles 23, 24 et 26 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci".

Les communes ne sont ni l'Etat, ni des organismes agrées.

.../...

Dans le système en vigueur, l'Etat verse aux communes une somme de cinquante francs par document délivré (article 39 de l'arrêté royal du 1er février 1977).

Aucune disposition légale ne permet au Roi d'imposer, en la matière, le paiement d'une redevance au profit des communes. Le dernier alinéa de l'article 42 manque, dès lors, de fondement.

\+

\+ +

Avant l'intitulé : "Dispositions relatives aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit", il faut lire "Partie III" et non "Partie II".

\+

\+ +

Article 75.

L'article, qui prévoit la nomination des commissaires par le Ministre des Communications, ne pourrait dispenser de suivre la procédure fixée par l'article 294 du Code judiciaire.

.../...

Article 89.

L'alinéa 1er énonce une vérité première parfaitement superflue.

Article 91.

Au paragraphe 3, 2°, l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 doit être cité avec son intitulé exact, tel qu'il a été modifié par la loi du 29 juin 1984. Il faut donc écrire : "... l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars;".

Article 95.

Pour prévenir toute équivoque, il serait préférable d'écrire, à l'alinéa 2 : "si un tel établissement existe dans l'immeuble, les locaux de l'école doivent être accessibles ...".

Article 98.

Au paragraphe 3, 2°, de l'accord du fonctionnaire délégué, la rédaction suivante est proposée pour le c :

"c) La double commande visée au a n'est pas imposée en ce qui concerne les dispositifs de série qui sont automatiques ou qui sont aisément accessibles par l'instructeur sans risque de gêner l'élève".

.../...

Dans le texte néerlandais du même article, les mots "paneel" et "panelen" devraient être remplacés par "bord" et "borden".

Article 100.

Afin de faire l'économie de l'alinéa 2, qui aurait pu d'ailleurs être rédigé plus simplement, il est proposé d'écrire, à l'alinéa 1er, 2°, du paragraphe 1er, :

"2° un enseignement pratique portant sur les épreuves prévues à l'annexe 5 et d'une durée minimale de huit heures ou, s'il s'agit d'un candidat au permis de conduire valable pour la catégorie A1, d'une durée minimale de deux heures".

Par ailleurs, le 1° pourrait être rédigé comme suit, sur le même modèle :

"1° un enseignement théorique portant sur les matières prévues à l'annexe 4 et d'une durée minimale de dix heures ou, s'il s'agit d'un candidat au permis de conduire valable pour la catégorie A1, d'une durée minimale de six heures".

Le paragraphe 8 appelle une observation analogue à celle qui a été faite à propos de l'article 28, § 5.

Article 106.

Dans le texte néerlandais, à l'alinéa 1er, sous b), il faudrait remplacer le mot "motomechaniek" par "motormechaniek".

.../...

En outre, au deuxième alinéa, les mots "opleiding moto" devraient être remplacés par le mot "motoropleiding" et les mots "erkend organisme" par les mots "erkende instelling".

Article 118.

Au 2°, parmi les modifications subies par l'arrêté royal du 4 mai 1965, il faut supprimer la mention des arrêtés royaux du 13 juin 1974 et du 20 avril 1976. En effet, ces arrêtés sont devenus sans objet par suite de modifications ultérieures.

Pour le même motif, il faut supprimer, au 3°, les mentions "25 février 1969, 18 octobre 1977, 13 janvier 1978"; au 4°, il faut supprimer la mention "24 janvier 1979".

Article 119.

Dans le texte français du paragraphe 3, alinéa 1er, in fine, les mots "à l'alinéa premier pour autant qu'elles" devraient être remplacés par les mots "à l'alinéa 1er si elles".

Article 120.

Il serait préférable d'écrire, à la fin de l'article, "aux mêmes conditions que celles qui sont fixées à l'article 119, § 1er, pour l'échange des permis".

.../...

Article 122.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, le mot "premier" doit être remplacé par "1er" dans le texte français.

Article 126.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si la date du 31 janvier 1985, qui figure au paragraphe 1er, peut être maintenue, surtout compte tenu de l'article 127.

Article 127.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "gedurende welke" au lieu de "gedurende dewelke".

+

ANNEXES.

A l'annexe 2, case III, dans le texte français, le mot "candidat" doit être remplacé par le mot "médecin".

Dans le texte néerlandais de cette même annexe, le mot "naamtekening" devrait être remplacé par le mot "handtekening".

Au point IV de l'annexe 6, il convient d'écrire dans le texte néerlandais : "Ik ondergetekende, doctor in de geneeskunde, verklaar op ...", et de remplacer les mots "Het toelaten tot het besturen" par les mots "De toelating tot het besturen".

.../...

Une même observation vaut pour le point V de la même annexe.

Aux annexes 7 et 8, il convient de remplacer dans le texte néerlandais le mot "(Juridictie)" par le mot "(Gerecht)" et le mot "Onderzoek" par le mot "Examen". En outre, à l'annexe 7, l'abréviation "H.v.p. Brussel" doit se lire : "H.v.b. Brussel".

A l'annexe 9, il convient de remplacer dans le texte néerlandais les mots "is te uitzonderlijke titel gemachtigd om op ... (datum van verplaatsing)" par les mots "is bij wijze van uitzondering gemachtigd om op ...".

A l'annexe 11, il faudrait remplacer dans la version néerlandaise du projet d'attestation pour la conduite d'un cyclomoteur, le mot "Afgeleverd" par "Afgegeven".

+

OBSERVATION FINALE.

De nombreuses dispositions de l'arrêté en projet utilisent l'adjectif "précédent" pour désigner un paragraphe ou un alinéa qui, en effet, dans l'état actuel des textes, précède immédiatement le paragraphe ou l'alinéa dans lequel l'adjectif est utilisé. Cependant, comme cette présentation peut varier, par exemple à la suite de l'insertion d'un alinéa ou d'un paragraphe nouveau entre les paragraphes ou les alinéas qui se succédaient immédiatement il se recommande de remplacer l'adjectif "précédent" par l'indication du numéro du paragraphe ou de l'alinéa auquel il est fait référence.

DOEL VAN HET ONTWORPEN BESLUIT.

Het ontworpen koninklijk besluit verzamelt in één tekst de verordeningsbepalingen betreffende :

1. de indeling van de voertuigen in categorieën (koninklijk besluit van 3 mei 1965);

2. het rijbewijs (koninklijk besluit van 1 februari 1977, herhaaldelijk gewijzigd);

3. de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht tot sturen, de formaliteiten tot uitvoering ervan en de examens tot herkrijging van dit recht (koninklijk besluit van 4 mei 1965, herhaaldelijk gewijzigd);

4. de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorrijtuigen (koninklijk besluit van 17 april 1968, herhaaldelijk gewijzigd).

In veruit de meeste artikelen van het ontwerp heeft men er zich toe bepaald de thans geldende bepalingen over te nemen.

Met de nieuwe bepalingen van het ontwerp worden de bepalingen van de richtlijn van 4 december 1980 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de invoering van een Europees rijbewijs (Publikatieblad, L. 375/1, van 31 december 1980) in het interne recht ingevoerd.

De richtlijn bepaalt het Europese model van het rijbewijs, de indeling van de voertuigen in categorieën, de geldigheid van het rijbewijs naar gelang van de categorieën van voertuigen, de voorwaarden waaronder de rijbewijzen worden afgegeven (theoretisch en praktisch examen, medische normen), alsmede de wijze waarop de in de E.E.G.-Lid-Staten afgegeven rijbewijzen worden ingewisseld.

.../...

De wijzigingen die door het in praktijk brengen van de richtlijn teweeg worden gebracht, betreffen kort samengevat het volgende :

1. de categorieën van voertuigen en de examens waarvoor men moet slagen om vergunning voor het besturen van voertuigen van de verschillende categorieën te krijgen;

2. de geldigheid van de bewijzen ten aanzien van de voertuigen die men op grond van het bewijs mag besturen;

3. de geldigheid van de bewijzen in de tijd, gelet op de leeftijd van de houder en op de categorie van voertuigen waarvoor het bewijs is afgegeven;

4. de staf en de wijze van regeling van het theoretisch examen;

5. de tests van het praktisch examen;

6. de medische normen die strenger worden gemaakt, zowel ten aanzien van de opsomming van de lichamelijke gebreken en de aandoeningen die uitsluiting tot gevolg hebben, als wat betreft het geneeskundig onderzoek zelf dat voortaan aangepast wordt aan de categorie van voertuigen waarvoor het rijbewijs geldig wordt gemaakt.

Nog andere wijzigingen worden in de geldende regeling aangebracht; zij betreffen onder meer de invoering van een specifiek motorrijbewijs, de leermethodes in rijscholen of bij vrije scholing, de bepalingen in verband met de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht tot sturen en de bepalingen aangaande de rijscholen wegens de invoering van een motorrijbewijs.

Het ontwerp bevat ten slotte ook nog overgangsbepalingen die vooral betrekking hebben op de inwisseling van het huidige rijbewijs tegen een rijbewijs naar Europees model.

\+

\+ \+

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Zoals hierboven uiteen is gezet, worden in tal van bepalingen van het ontworpen besluit de thans geldende bepalingen overgenomen.

Over het algemeen zullen zodanige bepalingen in dit advies alleen aan de orde komen voor zover zij met de nieuwe bepalingen verband blijken te houden.

2. Zoals gebruikelijk is, zou het ontworpen besluit voorgedragen en medeondertekend moeten worden door alle Ministers die met de uitvoering ervan zijn belast (artikel 128).

+

AANHEF.

Daar de normen van internationaal recht boven de normen van intern recht staan, heeft de Raad van State reeds herhaaldelijk de wenk gegeven dat eerst naar de internationale normen zou worden verwezen.

Wanneer een reglementaire tekst ter uitvoering van of met het oog op de uitvoering van een verordening of een richtlijn van het Europese communautair recht uitgevaardigd wordt, dient zowel naar het verdrag van 25 maart 1957, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, verwezen te worden als naar de verordening of de richtlijn (Codex-Legistiek, regel 32, bijlage bij het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982).

Artikel 1 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer is niet gewijzigd bij de wet van 9 juli 1976.

De beide genoemde internationale akten zijn door een en dezelfde wet van 1 april 1954 goedgekeurd (Belgisch Staatsblad van 19-20-21 april). Derhalve schrijve men in de Franse tekst "approuvés" in het meervoud.

In het Publikatieblad van 31 december 1980 luidt het opschrift van de richtlijn van 4 december 1980 (80/1263/EEG) : "Eerste richtlijn van de Raad ...".

Het opschrift behoort bijgevolg in de vorm waarin het bekendgemaakt is te worden overgenomen.

Met inachtneming van de voorgaande opmerkingen zou de aanhef als volgt geredigeerd moeten worden :

"Gelet op het Internationaal Verdrag nopens het wegverkeer en bijlagen, ondertekend te Genève op 19 september 1949, en op de Europese Overeenkomst houdende aanvulling van het Verdrag nopens het wegverkeer en het Protocol nopens de verkeerstekens van 1949, ondertekend te Genève op 16 september 1950, beide goedgekeurd bij de wet van 1 april 1954;

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikel 189;

Gelet op de eerste richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 80/1263/EEG van 4 december 1980 betreffende de invoering van een Europees rijbewijs;

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1, op artikel 21, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1976, op artikel 23, gewijzigd bij de wetten van 9 juli 1976 en 29 februari 1984, en op de artikelen 24, 26 en 27, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1976;

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 mei 1984;

... (voorts zoals in het ontwerp)".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te redigeren; de gemachtigde ambtenaren zijn het daarmee eens :

"§ 3. Voor de toepassing van dit besluit worden voertuigen met een elektrische motor en voertuigen die uitgerust zijn met een koppeling die functioneert zonder dat de bestuurder hoeft in te grijpen, bepaaldelijk de voertuigen met een halfautomatische versnellingsbak, gelijkgesteld met voertuigen die met een automatische versnellingsbak zijn uitgerust".

Artikel 2.

Het begin van de eerste volzin van paragraaf 1 zou in de Nederlandse tekst als volgt moeten worden geredigeerd : "Houder en drager van een overeenkomstig de bepalingen van dit besluit afgegeven rijbewijs moeten zijn de bestuurders ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 3.

De tekst onder 2° zou duidelijker zijn indien hij als volgt werd gesteld :

"2° de bestuurders van bromfietsen, zoals deze zijn omschreven in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer; die vrijstelling geldt echter niet voor de bestuurders van bromfietsen, klasse B, die geboren zijn na 14 februari 1961 en voldoen aan de in artikel 2, §§ 1 en 2, gestelde voorwaarden".

In 3° moeten in de Franse tekst de woorden "tels que définis" vervangen worden door de woorden "tels que ceux-ci sont définis".

In 3° behoort in de Nederlandse tekst het woord "omschreven" vervangen te worden door de woorden "zoals deze zijn omschreven".

In 4° van de Nederlandse tekst zou in a) het woord "onderrichter" vervangen moeten worden door het woord "instructeur" en in b) de woorden "bedoeld bij" door "bedoeld in". Deze opmerking geldt voor alle artikelen van het ontwerp waar deze woorden worden gebruikt.

Bij de tekst onder 11° is een opmerking te maken; zij zal worden geformuleerd bij het onderzoek van artikel 28, § 5.

Artikel 4.

Zoals gebruikelijk is, zou men moeten schrijven :

"Artikel 4.-

Eenieder die een rijbewijs wenst te verkrijgen dat geldig is voor de in artikel 1 bepaalde categorieën, dient de scholing te volgen waarin in dit hoofdstuk wordt voorzien.

Daarvan zijn echter vrijgesteld :

... (voorts zoals in het ontwerp)".

In de Nederlandse tekst moet evenwel overal in het artikel worden geschreven : "bedoeld in", in plaats van "bedoeld bij", en moet in 3° het woord "evenwaardig" worden vervangen door "gelijkwaardig". Deze laatste opmerking geldt voor alle artikelen waar dat woord gebruikt is.

Artikel 7.

In paragraaf 1 van de Nederlandse tekst schrijve men "scholing volgen", in plaats van "scholing doen".

Het eerste lid van paragraaf 2 zou beter als volgt worden gesteld :

"De in paragraaf 1 bedoelde kandidaat heeft de mogelijkheid om van scholingswijze te veranderen overeenkomstig artikel 6, § 2".

Er is een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het tweede lid van paragraaf 2; de Nederlandse houdt in de woorden "geen tweemaal niet geslaagd" een dubbele ontkenning in die in de Franse tekst niet voorkomt.

In datzelfde tweede lid zou in de Nederlandse tekst "moet ... volgen" vervangen moeten worden door "hoeft ... te volgen".

Artikel 8.

Het zou meer in overeenstemming zijn met wat gebruikelijk is, indien aan het einde van het tweede lid van paragraaf 8 werd geschreven :

"... van zeven uur 's avonds tot 's anderendaags zes uur 's ochtends".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11, § 8, en voor de bijlagen 2 en 3.

.../...

Artikel 9.

Het zou beter zijn in I, 2°, de woorden "behalve in het geval bedoeld in artikel 11, § 2" te vervangen door de woorden : "behalve in het geval van overmacht dat bedoeld is in artikel 11, § 2".

In III, 2°, zou het woord "afgeleverd" vervangen moeten worden door "afgegeven". Overal in het ontwerp zou het woord "afleveren" vervangen moeten worden door "afgeven" en "aflevering" door "afgifte".

Artikel 11.

In het zesde lid van paragraaf 2 behoort in de Franse tekst het woord "prolongation" vervangen te worden door "prorogation".

In de Nederlandse tekst van het tweede lid van paragraaf 6 zou het zinsdeel "... dient teruggegeven" aangevuld moeten worden met de woorden "te worden".

Artikel 14.

De volgende redactie wordt voor dat artikel voorgesteld :

"Artikel 14.-

Niemand kan een rijbewijs dat geldig is voor categorie A1 verkrijgen als hij geen zestien jaar oud is.

.../...

Niemand kan een rijbewijs dat geldig is voor de categorie A2, A3, B, BE, C of CE verkrijgen als hij geen achttien jaar oud is.

Niemand kan een rijbewijs dat geldig is voor de categorie D of DE verkrijgen als hij geen eenentwintig jaar oud is".

Artikel 18.

In paragraaf 1 behoort de besluitwet van 30 december 1946 te worden aangehaald met haar opschrift, zoals dat gewijzigd is bij de wet van 29 juni 1984. Men schrijve dus : "... de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars ...".

In de Franse tekst van paragraaf 2 moet de komma na "conducteur" vervallen.

Artikel 22.

Paragraaf 10, tweede lid, zou als volgt gesteld moeten worden :

"De kandidaten die een attest van een keel-, neus- en oorarts voorleggen waarin bevestigd wordt dat ze een zodanige gehoorhandicap hebben dat ze dit onderricht niet in normale omstandigheden kunnen volgen, zijn vrijgesteld van het theoretisch onderricht in een rijschool".

In paragraaf 12, tweede lid, van de Franse tekst behoren de woorden "tel que" te vervallen.

.../...

Artikel 25.

Het zou juister zijn in de Franse tekst van de paragrafen 2, 3 en 4 te schrijven : "Pour être admis à l'examen ...".

Artikel 26.

Wat g) betreft :

Met het rijbewijs B mag een sleep worden bestuurd waarvan de aanhangwagen meer dan 750 kg weegt, mits het hoogste toegelaten gewicht van de sleep niet meer dan 3.500 kg bedraagt.

Het rijbewijs BE heeft slechts betrekking op slepen met een gewicht van meer dan 3500 kg.

Een als volgt luidend tweede lid zou onmiddellijk na het eerste lid onder letter g moeten worden ingevoegd; de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens :

"Behoort het trekkend voertuig tot categorie B, dan moet het hoogste toegelaten gewicht van de sleep hoger zijn dan 3.500 kg".

Artikel 28.

In de Franse tekst van paragraaf 3, tweede lid, moeten de woorden "telle que" vervangen worden door de woorden "telle qu'elle est".

In paragraaf 5 levert de inschakeling van het Hulpcentrum voor minder-valide bestuurders moeilijkheden op.

.../...

Enerzijds is dit centrum een privé-instelling zonder rechtspersoonlijkheid.

Anderzijds is noch in het ontwerp noch in enige andere wets- of verordeningstekst voorgeschreven dat het centrum moet worden erkend en evenmin wat daartoe de vereisten zijn.

Ten slotte laat de ontworpen bepaling in het midden waarop de eventuele verplichting die de Minister zou mogen opleggen, betrekking zou hebben. Betreft het de verplichting om van tevoren met het centrum te overleggen en het advies ervan in te winnen ? Zullen de adviezen van het centrum bindend zijn voor de geneesheer ? Zal het overleg gaan over het medische probleem dat de minder-valide stelt of over de technische aanpassing van het voertuig ? Of voor beide ?

De gemachtigde ambtenaren hebben op die vragen niet kunnen antwoorden. De Raad van State kan dus onmogelijk een advies uitbrengen over paragraaf 5.

Artikel 29.

Volgens artikel 23, 3°, van de gecoördineerde wet betreffende de politie over het wegverkeer dient de kandidaat voor het rijbewijs onder meer "een verklaring (te) hebben ondertekend waarin bevestigd wordt dat hij niet lijdt aan een van de lichaamsgebreken en aandoeningen bepaald door de Koning. De Koning kan deze verklaring aanvullen met of vervangen door de verplichting om zich aan een geneeskundig onderzoek te onderwerpen".

.../...

Het ontwerp, dat in a de inhoud van de verklaring aanzienlijk ruimer maakt, treedt buiten de bevoegdheid die de Koning krachtens het voormelde artikel 23, 3°, bezit.

Het ontwerp zou conform de wet zijn in de volgende redactie :

"... indien hij een verklaring voorlegt waarin hij op zijn eer bevestigt bij zijn weten niet te lijden aan een van de in bijlage 6 genoemde lichaamsgebreken of aandoeningen".

Artikel 30.

Bij het eerste lid moet uiteraard dezelfde opmerking worden gemaakt als die welke zoëven gemaakt is in verband met artikel 29, waarnaar het eerste lid verwijst.

Artikel 31.

Met de termen "restitué" en "restitution", die respectievelijk gebruikt zijn in paragraaf 1 en in paragraaf 2, eerste lid, van de Franse tekst wordt niet hetzelfde bedoeld. In paragraaf 1 is het de houder van het rijbewijs die dit moet inleveren; in paragraaf 2 is het de overheid waarbij het rijbewijs ingeleverd is, die het moet teruggeven.

Hoewel het ontwerp artikel 26 van het koninklijk besluit van 1 februari 1977 overneemt, wordt voorgesteld om in paragraaf 1 van de Franse tekst duidelijkheidshalve te schrijven : "Le permis de conduire remis par son titulaire conformément ...".

.../...

Artikel 42.

De vermelding "§ 1" moet vervallen daar het artikel geen paragraaf 2 bevat.

Het laatste lid schrijft, behalve de in a vastgestelde retributies ten bate van de Staat, een retributie voor ten bate van de gemeenten.

Artikel 27 van de gecoördineerde wet luidt als volgt :

> "De Koning bepaalt het tarief van de ten bate van de Staat of van de erkende instellingen te heffen retributies voor gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- en toezichtskosten, welke de toepassing van artikelen 23, 24 en 26 en van de op grond daarvan uitgevaardigde reglementsbepalingen medebrengt".

De gemeenten zijn de Staat niet en evenmin erkende instellingen.

Volgens de geldende regeling wordt door de Staat aan de gemeenten een som van vijftig frank per afgegeven document uitbetaald (artikel 39 van het koninklijk besluit van 1 februari 1977).

Geen enkele wetsbepaling veroorlooft de Koning in dezen voor te schrijven dat een retributie ten bate van de gemeenten dient te worden betaald. Derhalve heeft het laatste lid van artikel 42 geen rechtsgrond.

\+

\+ \+

Onmiddellijk voor het opschrift "Beschikkingen betreffende de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een voertuig met eigen beweegkracht te besturen, de formaliteiten tot uitvoering ervan en de examens tot herkrijging van dit recht", moet worden

Artikel 75.

Het artikel, dat in de benoeming van de commissarissen door de Minister van Verkeerswezen voorziet, vermag niet te ontslaan van de verplichting om de procedure te volgen die is vastgesteld in artikel 294 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 89.

Hetgeen in het eerste lid staat is zo vanzelfsprekend dat het niet hoeft te worden geregeld.

Artikel 91.

In paragraaf 3, 2°, behoort de besluitwet van 30 december 1946 te worden aangehaald met haar juiste opschrift, zoals dat bij de wet van 29 juni 1984 is gewijzigd. Men schrijve dus : "... de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars".

Artikel 95.

Om alle dubbelzinnigheid te vermijden, zou het verkieselijk zijn in het tweede lid te schrijven : "bestaat een dergelijke inrichting in het gebouw, dan moeten de lokalen van de school toegankelijk zijn ...".

Artikel 98.

Voorgesteld wordt in paragraaf 3, 2°, de tekst onder c) als volgt te redigeren ; de gemachtigde ambtenaar is het

.../...

daarmee eens :

"c) De in a bedoelde dubbele bediening is niet verplicht voor de in serie ingebouwde inrichtingen die automatisch zijn of door de instructeur gemakkelijk te bereiken zijn zonder gevaar dat de leerling wordt gehinderd".

In hetzelfde artikel zouden in de Nederlandse tekst de woorden "paneel" en "panelen" vervangen moeten worden door "bord" en "borden".

Artikel 100.

Ter uitsparing van het tweede lid, dat trouwens eenvoudiger geredigeerd had kunnen zijn, wordt voorgesteld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, te schrijven :

"2° een praktisch onderricht over de in bijlage 5 voorgeschreven proeven, met een minimumduur van acht uur of, indien het gaat om een kandidaat voor een rijbewijs dat voor categorie A1 geldig is, met een minimumduur van twee uur".

De tekst onder 1° zou overigens volgens hetzelfde model als volgt kunnen worden gesteld :

"1° een theoretisch onderricht over de in bijlage 4 voorgeschreven stof, met een minimumduur van tien uur of, indien het gaat om een kandidaat voor een rijbewijs dat voor categorie A1 geldig is, met een minimumduur van zes uur".

Bij paragraaf 8 is een soortgelijke opmerking te maken als die welke naar aanleiding van artikel 28, § 5, is gemaakt.

.../...

Artikel 106.

In de Nederlandse tekst van het artikel zou in het eerste lid onder b) het woord "motomechaniek" vervangen moeten worden door "motormechaniek". Voorts moeten in het tweede lid de woorden "opleiding moto" vervangen worden door het woord "motoropleiding" en de woorden "erkend organisme" door de woorden "erkende instelling".

Artikel 118.

In de tekst onder 2° behoort in de opsomming van de wijzigingen die het koninklijk besluit van 4 mei 1965 ondergaan heeft, de vermelding van de koninklijke besluiten van 13 juni 1974 en 20 april 1976 te worden geschrapt. Ten gevolge van latere wijzigingen zijn die besluiten immers onwerkzaam geworden.

Om dezelfde reden moeten in de tekst onder 3° de vermeldingen "25 februari 1969, 18 oktober 1977, 13 januari 1978" vervallen ; in de tekst onder 4° behoort de vermelding "24 januari 1979" te vervallen.

Artikel 119.

In de Nederlandse tekst van paragraaf 3, eerste lid, in fine, zouden de woorden "de in het eerste lid vastgestelde termijn, voor zover zij" vervangen moeten worden door de woorden "de in het eerste lid vastgestelde termijn, indien zij".

.../...

Artikel 120.

Het zou beter zijn aan het einde van het artikel te schrijven : "onder dezelfde voorwaarden als die welke ten aanzien van de omwisseling van rijbewijzen bepaald zijn in artikel 119, § 1".

Artikel 122.

In paragraaf 1, tweede lid, moet in de Franse tekst het woord "premier" worden vervangen door "1er".

Artikel 126.

Het staat aan de Regering te oordelen of de datum van 31 januari 1985, die in paragraaf 1 is opgegeven, gehandhaafd kan blijven, in het bijzonder gelet op artikel 127.

Artikel 127.

In de Nederlandse tekst van dit artikel moeten de woorden "gedurende dewelke" worden vervangen door de woorden "gedurende welke".

BIJLAGEN.

In de Franse tekst van bijlage 2, "Case III" moet het woord "candidat" worden vervangen door het woord "médecin".

.../...

In de Nederlandse tekst van dezelfde bijlage zou het woord "naamtekening" vervangen moeten worden door het woord "handtekening".

In punt IV van bijlage 6 moet in de Nederlandse tekst worden gelezen : "Ik ondergetekende, doctor in de geneeskunde, verklaar op ...", en moeten de woorden "Het toelaten tot het besturen" worden vervangen door de woorden "De toelating tot het besturen".

Een soortgelijke opmerking geldt voor punt V van dezelfde bijlage.

In bijlagen 7 en 8 moet in de Nederlandse tekst het woord "(Juridictie)" worden vervangen door het woord "(Gerecht)" en het woord "Onderzoek" door het woord "Examen". Bovendien moet in bijlage 7 de afkorting "H.v.p. Brussel" worden vervangen door "H.v.b. Brussel".

In bijlage 9 moeten in de Nederlandse tekst de woorden "is te uitzonderlijke titel gemachtigd om op ...(datum van verplaatsing)" worden vervangen door de woorden "is bij wijze van uitzondering gemachtigd om op ...(datum van de reis)".

In bijlage 11 moet in de Nederlandse tekst van het ontwerp van attest voor het besturen van een bromfiets het woord "Afgeleverd" worden vervangen door "Afgegeven".

+

SLOTOPMERKING.

In een aantal bepalingen van het ontworpen besluit wordt het bijvoeglijk naamwoord "vorig" gebruikt om te verwijzen naar een paragraaf die of een lid dat in de huidige stand van de teksten inderdaad onmiddellijk voorafgaat aan de paragraaf of

het lid waarin het bijvoeglijk naamwoord is gebruikt. Daar die wijze van voorstellen echter kan veranderen, bij voorbeeld als gevolg van de invoeging van een nieuwe paragraaf of van een nieuw lid tussen de paragrafen of de leden die onmiddellijk op elkaar volgden, verdient het aanbeveling het bijvoeglijk naamwoord "vorig" te vervangen door het nummer van de paragraaf of het lid waarnaar wordt verwezen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.